



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2021-68  
Séance du 9 décembre 2021 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt et un, le neuf décembre à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents :** MM Aldon, Briane, Caizergues, Castellon, Lenoir, Perez, Petit, Salgues, Serra, Viala

Mmes Berard, Enjalbert, Gouard, Joannot, Palau, Pervent, Suau

**Absents ayant donné procuration :** M. Oudinot pouvoir à M. Perez, Mme Torrandell pouvoir à Mme Berard, Mme Vilaplana pouvoir à M. Caizergues

**Absents excusés :** M. Deyrat, M. Huber

**Absents :** Mme Balsan

**Secrétaire de séance :** Mme Frédérique Berard

**Nombre de membres en exercice :** 23

**Date de convocation et affichage**

**Présents :** 17

**Absents :** 3

3 décembre 2021

**Procurations :** 3

**Votants :** 20

**Objet :** Extinction de l'éclairage public en milieu de nuit – décision de principe

M. le maire donne la parole à M. François PETIT, conseiller municipal délégué aux travaux, qui rappelle la volonté de la municipalité de poursuivre des actions en faveur de la transition énergétique et écologique.

Une réflexion a ainsi été engagée sur la pertinence et les possibilités de procéder à une extinction en milieu de nuit de l'éclairage public sur la commune. Outre la réduction de la consommation d'électricité, cette action contribuerait également à la protection de l'environnement et de la biodiversité par la limitation des émissions de gaz à effet de serre ainsi qu'à la lutte contre les nuisances lumineuses, nuisibles pour la santé humaine et la qualité de vie. A ce titre, nous avons organisé à plusieurs reprises, en collaboration avec l'ALEC Montpellier Métropole, le Jour de la Nuit. Cet événement national de sensibilisation à la pollution lumineuse a permis aux lavérunois de découvrir le village sous un nouvel angle et d'évaluer l'impact de l'éclairage nocturne sur la biodiversité, notre santé, le ciel étoilé et sur le budget de notre commune.

Aujourd'hui, nous souhaitons franchir une nouvelle étape en procédant à l'extinction de l'éclairage public en milieu de nuit sur la commune.

Les modalités de fonctionnement de l'éclairage public relèvent du pouvoir de police du maire, qui dispose de la faculté de prendre à ce titre des mesures de limitation du fonctionnement, compatibles avec la sécurité des usagers de la voirie, le bon écoulement du trafic et la protection des biens et des personnes.

D'après les retours d'expériences similaires menées dans un certain nombre de communes, cinq dans la métropole de Montpellier : Sussargues, Clapiers, Castries, Prades-le-Lez, Murviel-lès-Montpellier, il apparaît que l'extinction nocturne de l'éclairage public n'a pas d'incidence notable : à certaines heures et certains endroits, l'éclairage public ne constitue pas une nécessité absolue.

Techniquement, la coupure de nuit nécessite la présence d'horloges ad hoc dans les armoires de commande d'éclairage public concernées. La commune sollicitera donc

Montpellier Méditerranée Métropole, qui gère l'éclairage public sur notre territoire, pour étudier les possibilités techniques et mettre en œuvre, le cas échéant, les adaptations nécessaires. Cette étude permettra de déterminer le périmètre de l'extinction, les heures de coupure et la date de démarrage qui prendra la forme d'une expérimentation de 6 mois.

Cette démarche s'accompagnera par ailleurs d'une information de la population et d'une signalisation spécifique.

En période de fêtes ou d'événements particuliers, l'éclairage public pourra être maintenu tout ou partie de la nuit.

Le conseil municipal, sur proposition de M. le maire, après discussion et à l'unanimité :

- décide de solliciter les services de Montpellier Méditerranée Métropole pour mettre en œuvre les moyens techniques, de sécurité et de signalisation pour éteindre en milieu de nuit de l'éclairage public de notre commune.
- charge M. le maire de prendre les arrêtés précisant les modalités d'application de cette mesure, et en particulier les lieux concernés, les horaires d'extinction et les mesures d'information de la population.

Lavérune le 9 décembre 2021

Roger CAIZERGUES  
Maire



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) nomenclature : 8.8.2